

TABLE DES MATIERES

« L'ordre public et la mer ». Introduction.	5
Annie Cudennec , Professeure de droit public, UMR AMURE – Centre de droit et d'économie de la mer – IUEM – Université de Brest.	
I – Ordre public et droit de la mer.....	6
II – Ordre public et liberté des mers.	8
III – Vers une nouvelle perception de l'ordre public en mer.	9
L'ordre public : approche philosophique.	11
Patrice Poingt , Professeur de philosophie.	
I. – La tradition naturaliste.....	13
II. – La tradition contractualiste.....	14
III. – Vers un ordre public international ?.....	17
La fonction garde-côtes, la marine nationale et les nouvelles exigences d'ordre public en mer.	21
Thierry Duchesne , Commissaire en chef de 1 ^{ère} classe (marine), Chef du bureau Action de l'Etat en mer, Etat major de la Marine.	
I – Les nouveaux enjeux influant sur l'ordre public en mer.	21
A.- Premier enjeu : la criminalisation de l'espace maritime.	21
B.- Deuxième enjeu : la demande de protection de l'environnement.....	22
II – Les récentes évolutions de nos institutions maritimes pour répondre aux enjeux d'ordre public.	22
III – Les enjeux de sécurité publique.	25
A.- La police du trafic maritime des produits stupéfiants.	25
B.- La police de l'immigration illégale par voie de mer.	27
IV – La salubrité publique : la protection de l'environnement en mer.	28
V – La tranquillité publique : la police de la piraterie maritime.	29
Conclusion.....	30

L'émergence d'un ordre public écologique en mer.	31
Agathe Van Lang , Professeure à l'Université de Nantes.	
I. – Les manifestations de l'ordre public dans le recours à des instruments d'intervention classiques.	34
II. – Les caractéristiques environnementales de l'ordre public écologique maritime.....	39
Ordre public et liberté des mers en tant que fondements du droit de la mer....	45
Syméon Karagiannis , Professeur de droit public, Université de Strasbourg.	
I.- A la recherche de la liberté et de l'ordre dans la Convention de Montego Bay	46
II. - Le passage inoffensif à l'aune de la préservation du « bon ordre » de l'Etat côtier	51
III. - Le couple liberté / ordre en dehors du cas du passage inoffensif	55
La régulation européenne des usages maritimes.....	63
Loïc Gard , Professeur de droit public, Chaire Jean Monnet, Directeur du Centre de Recherche et de Documentation Européenne et Internationale, (CRDEI – EA 4193) Université Montesquieu-Bordeaux IV	
I – Pour une régulation dénationalisée des activités maritimes	64
A.- Le transport	64
1 - Les missions.....	65
2 - Les voies de la réforme	66
B.- Au-delà du transport.....	67
1 - L'Agence Communautaire de Contrôle des Pêches.....	67
2 - Frontex.....	68
II – Pour une régulation « déssectorialisée » des activités maritimes.....	69
A.- la planification de l'espace maritime (PSM-MSP).....	69
B.- La sauvegarde des espaces maritimes	71
1 - Un système commun de surveillance maritime	71
2 - Les gardes côtes européens.....	72
Existe-t-il un ordre public du fond des mers ?	73
Véronique Labrot , Maître de conférences, UMR AMURE – IUEM – Université de Brest.	
I.- L'ordre public comme résultat d'un texte normalisateur/régulateur du comportement des Etats vis-à-vis des fonds marins	75
A.- Le jeu des articles 76, 77, 82 et 136.....	77

B.- L'insuffisance des règles concernant les situations objectivement potentiellement conflictuelles...entre mise en ordre apparente et désordres ignorés.....	80
II.- L'ordre public comme caractère de la règle impérative ? La question de la Partie XI	81
Conclusion.....	85

Ordre public interne et activités de pêche - De la conservation des ressources halieutiques à la préservation du milieu marin (commentaire de l'article L.921-10 du code rural et de la pêche maritime). 87

Olivier Curtil, Maître de conférences de droit public, UMR Amure – Centre de droit et d'économie de la mer - IUEM – Université de Brest.

I – Activités de pêche et préservation de la biodiversité.....	89
A – Des contraintes d'ordre particulier.....	91
1 - Parcs nationaux et réserves intégrales.....	92
2 - Réserves naturelles.....	92
3 - Parcs naturels marins.....	92
B – Des contraintes d'ordre général.....	94
1 - Les conséquences de la création d'un réseau « Natura 2000 » en mer (livre IV).....	94
2 - Les espaces naturels (livre III).....	96
3 - Protection de l'environnement en Antarctique (livre VII).....	96
II – Activités de pêche et protection du milieu marin.....	96
A – Introduction de la directive « stratégie pour le milieu marin » en droit français.....	97
B – Quels pouvoirs de l'Etat ?.....	101

L'ordre public domanial en mer. 105

Nathalie Bettio, Maître de conférences de droit public, C.R.A./Université de Brest.

I.- Des atteintes à l'eau de mer susceptibles de constituer des contraventions de grande voirie.....	107
A. Des atteintes à l'intégrité et à l'usage des eaux des ports maritimes... ..	108
B. Quelles atteintes à l'intégrité et à l'usage des eaux surplombant le domaine public maritime naturel ?	111
1. - Des atteintes résultant d'occupations domaniales irrégulières....	112
2. - Des comportements directement nuisibles au domaine public protégé.....	113

II – De l’efficacité du régime des sanctions des contraventions de grande voirie	115
A. Des nuances à l’efficacité du régime de l’intervention administrative	115
1) Des limites à l’obligation d’agir faite aux titulaires de la police domaniale	115
2) Des limites à l’intérêt du monopole préfectoral pour poursuivre le contrevenant devant la juridiction administrative	118
B. Des nuances à l’efficacité des sanctions applicables au contrevenant .	120
1) Des nuances à l’efficacité de la condamnation du contrevenant à réparer le préjudice affectant la dépendance domaniale protégée .	121
2) Des nuances à l’efficacité de la condamnation du contrevenant à une peine d’amende	122
L’ordre public en mer et le paysage.	125
Nicolas Boillet , Maître de conférences, UMR AMURE – Centre de droit et d’économie de la mer - IUEM – Université de Brest.	
I – La place du paysage maritime dans l’ordre public écologique	129
A. Le paysage, un intérêt peu visible dans la poursuite de l’ordre public écologique	129
1) La protection de la biodiversité et le paysage	130
2) Le principe de prévention et la prise en compte du paysage	132
B. Les instruments susceptibles de préserver les paysages maritimes.	133
1) Les instruments de protection non spécifiques au milieu marin ..	134
2) Les instruments spécifiques au milieu marin	136
II – L’inconsistance de la question du paysage dans l’ordre public en mer.	138
A. Un droit du paysage éclaté	138
1). Règles de la domanialité publique	138
2) Les espaces protégés, des outils majeurs pour les paysages, mais peu visible en mer	141
B. Le droit de l’urbanisme, vecteur de la protection esthétique	142
1) Le cadre normatif de l’exercice de la police en matière d’urbanisme	143
2) L’efficacité relative des règles protectrices du paysage en droit de l’urbanisme	146
Conclusion	150

L'expression d'un ordre public	
via « la loi relative au transport maritime »	153
Cécile de Cet Bertin , Maître de conférences de droit privé, Université Européenne de Bretagne, Brest, UMR M_101 AMURE – Centre de droit et d'économie de la mer - IUEM - Université de Brest.	
I. – La nouvelle expression d'un ordre public inhérent à la loi relative au transport maritime.....	154
A. Les origines des articles constituant le Livre IV	154
B. Les nouveaux textes du Livre IV	155
C. Les dispositions légales disparues	156
II. – Le contenu pérenne d'un nouvel ordre public maritime commercial... ..	158
A. Le contenu de l'ordre public pérennisé	158
1) L'ordre public attaché aux contrats du Livre IV	158
2) Des définitions figées.....	163
B. Un nouvel ordre public maritime commercial	164
1) Les dispositions modifiées.....	164
2) Le contexte du Livre IV.....	165
L'ordre public en mer et l'arbitrage maritime	169
Philippe Delebecque , Professeur à l'Université de Paris-I, Président de la Chambre arbitrale maritime de Paris.	
I – L'arbitrage, l'ordre public (édulcoré) et les lois nationales et communautaires	170
A. Droit national.....	170
B. Droit communautaire	171
II – L'arbitrage, l'ordre public (marginalisé) et les conventions internationales	172
A. Conventions sur le transport maritime de marchandises	172
B. Autres conventions internationales	173
Le rôle du Tribunal international du droit de la mer dans le maintien de l'ordre public en mer	175
Philippe Gautier , Greffier, Tribunal international du droit de la mer ; professeur, université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve).	
I – Le maintien de l'ordre public en mer et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM)	175
II – Le maintien de l'ordre public en mer et la jurisprudence du TIDM.....	177
A.- Le statut du navire.....	177
B.- L'utilisation de la force en mer	179

C.- L'obligation de préserver le milieu marin	180
D.- Les garanties énoncées par la Convention à l'égard des pouvoirs de l'Etat côtier dans les affaires de « prompte mainlevée »	181
III – Le règlement des différends relatifs au maintien de l'ordre public en mer	183

L'ordre public européen dans le contexte maritime ; l'apport de la Cour européenne des droits de l'homme...... 191

Christiane Brisson, juriste, Cour européenne des droits de l'homme.

I - Approche du concept d'ordre public dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	191
A. - Considérations générales	191
B. – La finalité matérielle de l'ordre public	193
C. – La fonction procédurale de l'ordre public	195
II. – L'affaire <i>Medvedyev c France</i> et la lutte contre le trafic de stupéfiants : un exemple de mise en œuvre de règles d'ordre public en mer	195
A. - L'extraterritorialité de l'application de la CEDH.....	196
B. - Le principe de légalité et le caractère non arbitraire de l'arrestation et de la détention (article 5 § 1 de la Convention)	197
1.- L'arrêt de chambre du 1 ^{er} décembre 2008	197
2.- L'arrêt de Grande chambre du 29 mars 2010.....	198
3. - Les opinions dissidentes	198
C. - Les garanties accordées aux personnes privées de liberté (art 5 § 3 de la Convention).....	199
1. Le précédent de l'affaire <i>Rigopoulos</i> (décision n° 37388/97 du 12 janvier 1999).....	199
2. L'arrêt de chambre de 2008	199
3. L'arrêt de Grande chambre de 2010.....	200
4. Les opinions dissidentes	200
5. Le statut du Parquet : l'arrêt <i>Moulin c France</i> du 23 novembre 2010.....	200
III. – Autres affaires liées au contexte maritime mettant en cause la notion d'ordre public	201
A. - Question des migrations par voie maritime	201
B.- Article 6 § 1 (procès équitable)	202
C. - Article 5 § 3 droit à la liberté et à la sûreté.....	203
D. - Article 10 (liberté d'expression)	203
E. - Article 1 ^{er} du Protocole n° 1 (protection de la propriété).....	203
F. - Le contrôle du recours à la force.....	205
Conclusion	205

L'évolution de la protection de l'ordre public en mer..... 207

Claudia Ghica-Lemarchand, Maître de conférences, Université Paris-Est.

I.- La protection pénale défensive de l'ordre public en mer	209
A.- Les mesures de réaction formelle.....	209
1. La preuve.....	209
2. Les juridictions.....	210
B.-Les mesures de réaction substantielle.....	212
1. Les objectifs classiques de protection	213
2. Le nouvel objectif de l'environnement	214
II. – La protection pénale offensive de l'ordre public en mer.....	218
A. – Les mécanismes de protection pénale de l'ordre public en mer	219
1. Un modèle en réseau de rattachement de l'infraction à la loi pénale française	219
2. Un fonctionnement pyramidal.....	223
B.- L'émergence d'une politique pénale de protection de l'ordre public en mer	227
1. La compétence universelle	227
2. La reconnaissance d'un ordre public pénal en mer	230
Conclusion	233

L'ordre public en mer à l'épreuve de la piraterie maritime..... 235

Arnaud Montas, Maître de conférences de droit privé, UMR Amure – IUEM – Université de Brest.

I.- L'ordre juridique international à l'épreuve de la piraterie maritime : la Convention de Montego Bay	237
A.- Définition et sens de la piraterie.....	237
B.- Juridiction universelle.	238
C.- Les limites du droit international.	239
II.- L'ordre public français à l'épreuve de la piraterie maritime : la loi du 5 janvier 2001	240
A.- L'absence de cadre juridique spécifique pour lutter contre la piraterie.....	240
B.- La mise en mouvement générale d'un cadre juridique spécifique par la loi du 5 janvier 2011	241
C.- Les incriminations.	242
D.- Les conditions de lieu.	242
E.- Les pouvoirs d'intervention.	243
F.- Rétention et débarquement.	243
G.- Compétence juridictionnelle « quasi-universelle ».	244

L'arrestation en mer.	247
Gildas Roussel , Maître de conférences, Université de Brest.	
I – Les fondements de l'interpellation en mer	249
A. – : L'imprécision internationale	249
B. – : La fin de l'incomplétude française	250
II – Le régime de rétention en mer.....	251
A. – : Le risque d'inconventionnalité	252
B. – : Un cadre de rétention sous contrôle du juge.....	253
 Pour un véritable ordre public de la mer. Rapport de synthèse.	257
Jean -Pierre Quéneudec , Professeur émérite de l'Université Panthéon-Sorbonne, Président de l'Académie de marine.	
I – Le sens de la notion d'ordre public.....	258
A. – Les trois variétés de l'ordre public	258
B. – La signification de l'ordre public en mer.....	259
II – La portée de l'ordre public en mer	260
A. – L'applicabilité de l'ordre public dans les espaces maritimes nationaux	260
B. – Qu'en est-il de l'ordre public dans les espaces maritimes internationaux ?	261